

LES JOURNAUX

PARIS: L'ANNONCEUR: Roubaix-Tourcoing: Trois mois, 43 fr. 50. — Six mois, 76 fr. — BUREAUX: A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17—A TOURCOING, RUE DES POUTRAIN, 42 ANNONCES ET AGENCES: Rue Neuve, 17, à Roubaix, et A Lille, rue du Cour-Saint-Etienne 9 bis. — A Paris, chez MM. HARVILLAT et Co, place de la Bourse, 3, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 31, à Bruxelles, l'OFFICE DE PUBLICITE.

Le désarroi légal

Il est bien probable qu'à l'heure où paraissent ces lignes, le général Boulanger sera devenu éligible, par suite de mise en réforme.

On est, en tous cas, autorisé à le croire après déclaration faite mardi à la Chambre par M. Tirard afin d'éviter une interpellation.

Encore si tout se bornait aux agitations que provoque passagèrement l'épisode du général Boulanger, mais tous les jours, le mépris de la loi s'étale à l'hôtel-de-Ville de Paris et, sur son exemple, dans une foule de communes de France.

LA SANTÉ DE L'OUVRIER

La santé est plus qu'un élément indispensable du bien-être, elle en est encore l'élément principal. Le travail qui en est la source est le plus précieux, c'est-à-dire le plus profitable, plus heureux que le spéculateur qui s'est attiré des infirmités et des douleurs de toutes sortes pour avoir voulu s'enrichir en trop peu de temps.

Table with columns: Valeurs, Cours, Cours de clôture. Sections include Fonds d'Etat, Sociétés de Crédit, Obligations, Bourse de Lille, and Sociétés diverses.

habitants, tandis que les quartiers pauvres, tels que le 13^e, le 19^e, le 20^e arrondissement, en comptent 81 sur le même nombre.

Parmi les influences fâcheuses à la santé de l'ouvrier, il en est qui ne peuvent disparaître qu'à l'époque, par des améliorations nouvelles dans les conditions de travail.

Certains travailleurs, leur répondis-je, peuvent avoir raison d'être les conditions de leur existence, de leurs occupations; mais qu'ils ne sont pas nombreux en comparaison de ceux qui affaiblissent leurs forces par imprudence ou par incontinence.

Le président du conseil a paru très embarrassé quand M. de Cassagnac a dit que le gouvernement avait laissé, sans faire droit, à l'acceptation de la dissolution immédiate.

Plus riche, sera-t-on moins indigent? Quant à votre femme, depuis longtemps malade en état d'impudence, n'a-t-elle pas souffert de la situation d'indigence?

Les seules raisons que M. Rothschild peut opposer de son argent dans ses maladies, l'ouvrier le plus pauvre de nos villes peut les obtenir à l'hôpital.

L'ouvrier peut attendre du gouvernement et des administrations locales des améliorations saluaires au point de vue hygiénique; mais c'est pour lui un devoir de se protéger lui-même par des moyens dont il dispose lui-même.

Comment n'être pas désolamment ému quand on se livre à cette pensée, que des deux tiers des maladies et des morts prématurées arrivent par la faute de l'homme?

La question Boulanger. L'interpellation Cassagnac. Paris, 19 mars. — Ce n'est pas M. Jules Roche, ni M. Thevenet, ou St-Romme qui ont proposé la demande d'interpellation sur l'incident Boulanger.

M. de Cassagnac a demandé à interdire qu'après avoir été averti que de nouvelles nouvelles seraient prises contre le général Boulanger, que la chose a été arrêtée au conseil de ce matin.

Paris, 19 mars. — Ce qui ressort le plus nettement des impressions que nous avons recueillies à la Chambre, c'est le désappointement des plebiscitaires. La malchance semble les poursuivre.

L'extrême gauche de publier un contre-manifeste a produit l'effet d'une véritable douche glacée. Par contre les opportunistes eux-mêmes, les plebiscitaires ont été surpris de voir leurs adversaires se réunir à la Chambre.

Paris, 19 mars. — L'extrême gauche s'est réunie pour s'occuper de la question Boulanger. M. Ciémenceau a vivement blâmé la conduite du général.

Paris, 19 mars. — La déclaration signée de nombreux députés de l'Extrême-gauche protestant contre la manifestation électorale proposée par le nom du général Boulanger dit:

Paris, 19 mars. — On n'est pas encore fixé sur les mesures qui, comme l'a dit M. Tirard à la tribune, seront probablement prises contre le général Boulanger.

Paris, 19 mars. — Ce n'est pas encore fixé sur les mesures qui, comme l'a dit M. Tirard à la tribune, seront probablement prises contre le général Boulanger.

Paris, 19 mars. — Ce qui ressort le plus nettement des impressions que nous avons recueillies à la Chambre, c'est le désappointement des plebiscitaires. La malchance semble les poursuivre.

une réunion, à l'issue de laquelle M. Tirard s'est rendu à l'Élysée. On ignore encore la décision prise à ce sujet.

Paris, 19 mars. — La gauche radicale se réunira demain pour examiner la question de savoir si elle doit adopter le contre-manifeste lancé par l'extrême-gauche.

Paris, 19 mars. — L'extrême gauche s'est réunie pour s'occuper de la question Boulanger. M. Ciémenceau a vivement blâmé la conduite du général.

Paris, 19 mars. — On n'est pas encore fixé sur les mesures qui, comme l'a dit M. Tirard à la tribune, seront probablement prises contre le général Boulanger.

Paris, 19 mars. — Ce qui ressort le plus nettement des impressions que nous avons recueillies à la Chambre, c'est le désappointement des plebiscitaires. La malchance semble les poursuivre.

Paris, 19 mars. — Ce qui ressort le plus nettement des impressions que nous avons recueillies à la Chambre, c'est le désappointement des plebiscitaires. La malchance semble les poursuivre.

REVUE DE LA PRESSE

La polémique Boulanger prend une violence extrême. M. H. Rochefort défend plus ardemment que jamais le général et « lâche » sans crier gare M. Ciémenceau.

« Et qui traitons-nous dans cette bande? Ciémenceau lui-même qui, après avoir installé jadis le général Boulanger au ministère de la guerre, réclame aujourd'hui son expulsion de l'armée.

« Ce qui se demande l'Allemagne, c'est qu'on brise à jamais l'épée du général Boulanger. Et M. Tirard a promis hier que cette hauteur besogne serait faite aujourd'hui? »

« Ce qui se demande l'Allemagne, c'est qu'on brise à jamais l'épée du général Boulanger. Et M. Tirard a promis hier que cette hauteur besogne serait faite aujourd'hui? »

« Ce qui se demande l'Allemagne, c'est qu'on brise à jamais l'épée du général Boulanger. Et M. Tirard a promis hier que cette hauteur besogne serait faite aujourd'hui? »

« Ce qui se demande l'Allemagne, c'est qu'on brise à jamais l'épée du général Boulanger. Et M. Tirard a promis hier que cette hauteur besogne serait faite aujourd'hui? »

COURS DE CLOTURE AU COMPTANT du 20 Mars 1888. Table with columns: Cours précédent, Valeurs, Cours du jour.

Vers midi, le président de la République, M. Carnot, est arrivé accompagné de son frère, le général des mines, de son fils, lieutenant à Dijon, de son gendre et de sa maison militaire.

DERNIERE HEURE

Paris, 20 mars. — Le conseil des ministres. — La déclaration que fera le gouvernement dans l'interpellation Cassagnac sur l'incident Boulanger.

Paris, 20 mars. — Le conseil des ministres. — La déclaration que fera le gouvernement dans l'interpellation Cassagnac sur l'incident Boulanger.

Paris, 20 mars. — Le conseil des ministres. — La déclaration que fera le gouvernement dans l'interpellation Cassagnac sur l'incident Boulanger.

« Ma situation est bien simple: ou le gouvernement veut me faire un procès de tendance ou m'attaquer à un point de vue politique.

« Ma situation est bien simple: ou le gouvernement veut me faire un procès de tendance ou m'attaquer à un point de vue politique.

« Ma situation est bien simple: ou le gouvernement veut me faire un procès de tendance ou m'attaquer à un point de vue politique.

« Ma situation est bien simple: ou le gouvernement veut me faire un procès de tendance ou m'attaquer à un point de vue politique.

« Ma situation est bien simple: ou le gouvernement veut me faire un procès de tendance ou m'attaquer à un point de vue politique.

« Ma situation est bien simple: ou le gouvernement veut me faire un procès de tendance ou m'attaquer à un point de vue politique.

« Ma situation est bien simple: ou le gouvernement veut me faire un procès de tendance ou m'attaquer à un point de vue politique.

« Ma situation est bien simple: ou le gouvernement veut me faire un procès de tendance ou m'attaquer à un point de vue politique.